

LOIR ET CHER

Syndicat → Les Fdsea qui ont manifesté le 27 avril demandent aux parlementaires de signer une lettre d'engagement.

La Fdsea compte sur les parlementaires

Pour maintenir la pression, les Fdsea ont décidé de rencontrer les parlementaires. Ainsi, la Fdsea du Loir-et-Cher va prendre rendez-vous avec les trois députés et les deux sénateurs. «Les politiques ne réagissent pas assez à notre situation. Nous allons donc leur demander de s'engager, en signant une lettre» explique Philippe Noyau, président de la Fdsea. La lettre devrait reprendre chaque revendication de la manifestation du 27 avril, en les transformant en amendements. Les parlementaires posséderont ainsi toutes les cartes pour s'impliquer dans le débat agricole.

Jacqueline Gourault s'engage

La sénatrice du Loir-et-Cher, Jacqueline Gourault a réagi le lendemain de la manifestation. Après avoir consulté plusieurs agriculteurs de terrain, elle a posé une série de questions au ministre de l'Agriculture, au Sénat.

«Pourquoi les règles ne sont-elles pas les mêmes au sein de l'Union européenne ? Les tracasseries administratives, ensuite, sont d'autant moins

supportables qu'il y a la crise. Voyez le simple exemple des pièges à nitrates (...). Comment pensez-vous concilier la contractualisation avec la variabilité des prix agricoles ? Les agriculteurs demandent aussi un accompagnement pour la méthanisation. Enfin, peut-on faire évoluer le statut du fermage ?»

Bruno Le Maire lui a répondu que pour les questions d'environnement, il est en discussion avec Jean-Louis Borloo. «Prenons l'exemple des particularités topographiques : j'y suis très attaché, car elles sont essentielles à la biodiversité. Mais l'objectif de 5 % en 2012 pourrait être différé. A marché unique, règles uniques. N'est-il pas paradoxal de dire aux agriculteurs qu'ils appartiennent à un marché unique, mais sont soumis à des règles spécifiques ? La contractualisation implique la constitution d'indicateurs de tendances des prix dans les interprofessions. En ce qui concerne la méthanisation, j'ai demandé à GDF-Suez d'accélérer le programme de construction d'installations», répond le ministre.

en bref

Cipan

L'administration et les agriculteurs font le bilan

Le 28 avril, la direction du territoire et les agriculteurs (syndicats et chambre d'agriculture), ont fait le point sur l'application des cultures intermédiaires pièges à nitrates, sous la présidence de Philippe Galli, le préfet. La profession demande de la souplesse et du pragmatisme dans les applications. « En diminuer l'obligation de 100 % des Cipan, il n'y

aurait pas de dérogation et la gestion serait plus simple et plus cohérente avec le milieu naturel» souligne Philippe Noyau, président de la commission environnement à la chambre d'agriculture. Est-il possible de traiter les vivaces avant l'implantation du Cipan ? Que faire si le semis de blé est impossible et que je le remplace par une culture d'été ? Autant de questions auxquelles l'administration devrait apporter des réponses.

Bio → L'association Val Bio Centre connaît un développement exponentiel dans la livraison de paniers bio.

Vers plus de 100 000 paniers bio distribués en 2010

L'association Val Bio Centre connaît une croissance impressionnante. En 2004, elle a commencé à fournir 8 600 paniers sur l'agglomération orléanaise. En 2009, le nombre de paniers avoisine les 90 000, avec 120 points de livraison, dont les deux tiers sont situés en région parisienne. En cinq ans, le nombre de paniers livrés a été multiplié par dix. Ce développement a permis de créer quatre emplois à temps plein. Aujourd'hui, Val Bio Centre compte 34 producteurs, fournisseurs de fruits et légumes biologiques, dont dix nouvellement installés. L'originalité de l'association est de

rassembler des maraîchers professionnels, six jardins d'insertion (remise au travail de personnes en difficulté par le maraîchage bio), le lycée horticole de Blois et un établissement de service d'aide par le travail (Esat). Une entreprise d'insertion de Blois assure la mise en paniers et la livraison à Orléans et un chantier d'insertion situé à Choisy-le-Roi réalise la livraison en région parisienne. « Nous voulons bien partager nos savoirs avec d'autres régions, mais il faut que le projet s'inscrive dans l'économie solidaire. Nous avons une volonté forte de favoriser un développement éco-

logique et socialement responsable sur un territoire local » insiste Bruno Lecoq, président de Val Bio Centre.

Pour 2010, l'association prévoit de dépasser les cent mille paniers livrés par an. Dans deux ans, Val Bio Centre devrait compter 55 producteurs et distribuer 160 000 paniers. Les maraîchers de l'association alimentent aussi les Biocoop (le tonnage a bondi de 132 % entre 2008 et 2009) et la restauration collective, notamment avec la nouvelle plateforme de distribution mise en place en par la région Centre, en mars 2010, Selfbio Centre.

AUDE RICHARD

Assurance → Groupama Paris Val de Loire annonce de bons résultats malgré une progression significative de la sinistralité notamment climatique.

Une offre risque climatique verra le jour en septembre

La crise aura laissé des traces dans le monde financier, bancaire et aussi des assureurs. Groupama Paris Val de Loire s'apprête à répondre aux nouvelles exigences réglementaires « solvabilité 2 » ainsi qu'à une mise en conformité de son organisation et des procédures de contrôle. « Ceci implique une mise en chantier, déjà amorcée, pour démontrer que nos opérations sont normées et sous contrôle » a expliqué Oliver Blondel, le directeur général. Même si les aléas climatiques ont impacté les résultats (tempête Klaus, grêle et variation des prix des céréales), Groupama affiche des résultats favorables, des fonds propres en augmentation et d'un bon niveau. Il n'en reste pas moins que Groupama PVL observe le chemin parcouru sur les trois dernières années avec satisfaction et compte bien poursuivre son œuvre « en optimisant nos implantations commerciales dans les zones d'activités les plus denses », a souligné le président Desnoux, faisant allusion au dossier « Parisien ».



Le 20 avril, les sociétaires de Groupama Paris Val de Loire se sont réunis sous la présidence de François Desnoux.

Une prochaine offre unique pour les agriculteurs

L'offre concernant le risque climatique déployé sur tout le secteur Paris Val de Loire sera présentée officiellement en septembre. Olivier Blondel a insisté sur les conditions nécessaires à la viabilité des assurances récolte voire, sur le revenu. « La réassurance par l'Etat est indispensable car Groupama ne pourra en assurer le coût seul », a-t-il averti. Il estime qu'à l'instar de ce qui se pratique en matière de catastrophes naturelles, il est possible de transposer les

modalités aux risques économiques pour les agriculteurs mais également d'interpeller la Commission afin de connaître les intentions de l'Union européenne en matière de création de filets de sécurité compte tenu de la réforme PAC 2013. Un point sur lequel Francis Aussat est également intervenu en réclamant, en concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles agricoles dans le cadre de la préparation de la LMA, la mise en place d'un dispositif pérenne.

L. LE GALLI

Camérail
ÉLEVAGE

MORTE SAISON

- SAV de proximité
- Matériel de Qualité
- Fabriqué en France

Caméra Zoom sur Tourelle Liaison CPL + E-PC 4 000 € HT

Caméra Zoom sur Tourelle Liaison Wifi 500 m + E-PC 4 200 € HT

Jusqu'au 31 mai

Prix imbattables sur rail ! **AGILOR 0 % 3 campagnes** ☎ 06 73 69 80 21